



HAL
open science

Quatre questions sur les mobilisations sociales en Bulgarie. Entretien avec Nadège Ragaru

Nadège Ragaru

► **To cite this version:**

Nadège Ragaru. Quatre questions sur les mobilisations sociales en Bulgarie. Entretien avec Nadège Ragaru. 2020. hal-02951407

HAL Id: hal-02951407

<https://sciencespo.hal.science/hal-02951407>

Submitted on 20 Apr 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

QUATRE QUESTIONS SUR LES MOBILISATIONS SOCIALES EN BULGARIE

Entretien avec **Nadège Ragaru**, Sciences Po, Centre de recherches internationales (CERI), CNRS, Paris, France

Propos recueillis par Corinne Deloy

Les Entretiens du CERI, 02 octobre 2020

En ligne : <https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/quatre-questions-sur-les-mobilisations-sociales-en-bulgarie-0.html>

Pourquoi la colère se fait-elle jour maintenant ? Quelles sont les causes de cette explosion de la colère cet été ?

Nadège Ragaru : La mobilisation sociale qui dure maintenant depuis plus de deux mois en Bulgarie s'est cristallisée autour d'une double demande de démission, du Premier ministre Bojko Borissov (GERB, droite populiste) et du procureur général, Ivan Gechev. Les manifestants, rassemblés autour du slogan « La mafia, dehors ! », exigent des élections anticipées, avant le scrutin législatif prévu en mars 2021. Leur mouvement se veut une dénonciation de l'arrogance des élites, des collusions entre milieux politiques et économiques, des usages politiques de la justice, ainsi que de la corruption au sein de l'appareil d'Etat.

Pour en comprendre le déclenchement, il convient de considérer plusieurs échelles de temps, court terme et moyen terme. La distribution des protagonistes comprend des lanceurs d'alerte, des oligarques, des hommes politiques soupçonnés d'entretenir des relations illicites avec ces derniers et le Parquet. Les affrontements se jouent sur plusieurs scènes : politico-économique, partisane et judiciaire.

L'étincelle a été la tentative, initiée le 7 juillet par Hristo Ivanov, ex-ministre de la Justice (GERB, 2014-2015) actuellement co-président d'une petite coalition de droite, appelée Bulgarie démocratique, d'accéder depuis la mer à une plage publique *de facto* privatisée par le président d'honneur du parti défendant les intérêts des minorités turques et musulmanes de Bulgarie, Ahmed Dogan (Mouvement des droits et libertés, MDL). Figure controversée, ce dernier est soupçonné de servir d'allié discret, mais influent, au parti au pouvoir et d'entretenir d'étroites relations avec l'oligarque et magnat de la presse, Deljan Peevski. L'intervention musclée d'agents de sécurité pour empêcher l'accostage de la petite barque (et de son drapeau bulgare) a été filmée et retransmise en direct sur Facebook. A la demande de Hristo Ivanov, l'affiliation des agents au Service national de sécurité (NSO, chargé d'assurer la sécurité des personnalités bulgares) a été rendue publique par le chef de l'Etat, Rumen Radev (Parti socialiste bulgare, PSB, ex-communiste), le 8 juillet. Celui-ci a en outre exprimé le souhait que la protection accordée à A. Dogan et D. Peevski soit suspendue. Le lendemain, le Parquet a ordonné une perquisition au siège de la présidence. L'opération visait le secrétaire aux affaires juridiques et un conseiller à la sécurité intérieure du chef de l'Etat - soupçonnés, pour le premier, de trafic d'influence et pour le second, de s'être approprié de manière indue des documents des services de renseignement.

La concordance des temps entre ces événements est venu conforter chez maints citoyens la conviction selon laquelle, premièrement, l'Etat a été capturé par des oligarques et leurs relais politiques et, deuxièmement, le Parquet sert les intérêts du chef de gouvernement dans la controverse qui l'oppose au président. Le soir même du 8 juillet, un premier rassemblement est organisé devant le bâtiment de la présidence. Deux jours plus tard, Rumen Radev dénonce le caractère « mafieux » du gouvernement, apporte son soutien au

mouvement de protestation émergent et demande la démission du Premier ministre et du procureur général.

Derrière ces épisodes, se déploient trois registres de compétition. Sur le plan politique, d'abord. L'ancien garde du corps, Bojko Borissov, gouverne la Bulgarie presque sans discontinuer depuis dix ans. Sa reconduction au pouvoir a reposé sur une politique d'alliances post-électorales éminemment flexible (depuis mars 2017 avec la droite radicale) et sur une allocation clientélaire des marchés publics et des ressources étatiques. Depuis quelques années, des organisations non gouvernementales et journalistes d'investigation ont révélé l'existence de pratiques de concussion, d'affaires de corruption et de gestion différenciée des illégalismes, dont certaines engagent l'usage frauduleux de fonds européens.

Un tournant est toutefois survenu au mois de juin 2020 avec la mise en circulation de clichés montrant des centaines de billets de cinq cent euros et des lingots sortant de la table de chevet du Premier ministre, le tout surplombé de son arme personnelle. La diffusion de ces images a donné une forme graphique, presque palpable, à la prédation économique imputées aux élites et suggéré la faiblesse d'un chef de gouvernement impuissant à empêcher la circulation de ces informations compromettantes. Quelques jours plus tôt, l'un des plus puissants oligarques bulgares, un grand patron du monde des jeux Vasil Bozhkov, qui s'était réfugié à Dubaï en janvier 2020 pour échapper à une arrestation au titre de plusieurs chefs d'inculpation (meurtres, viols, évasion fiscale, etc.), avait publié sur sa page Facebook ses échanges sms avec le Premier ministre et déclaré avoir remis quelque 67 millions de leva (soit 34,2 millions d'euros) à des membres de l'exécutif bulgare (dont le ministre des Finances et le Premier ministre) entre 2017 et fin 2019, en échange de généreux allègements fiscaux (l'oligarque est soupçonné de fraude fiscale à hauteur de 700 millions de leva, 357,9 millions d'euros). La veille, un enregistrement sonore avait été envoyé de manière anonyme à plusieurs sites Internet, sur lequel une voix sonnait comme celle du Premier ministre exposait en des termes peu châtiés son mépris pour plusieurs acteurs politiques, dont l'actuelle présidente du parlement bulgare, Tsveta Karajancheva (GERB).

Cette série de kompromati (un terme qui désigne des informations compromettantes, crédibles mais pas toujours exactes, employées à des fins de disqualification des adversaires politiques) était propice à une tentative de réaffirmation de l'efficacité de la justice bulgare... Ainsi s'expliquerait l'attention portée aux conseillers du chef de l'Etat, un ancien pilote de chasse, socialiste et russophile, avec lequel Bojko Borisov entretient, depuis son entrée en fonction en janvier 2017, des relations très tendues. Notons toutefois qu'au cours de l'été 2020, le Parti socialiste lui-même n'a pas été en mesure de jouer un rôle pivot dans les manifestations. La formation, profondément divisée en termes de générations, de visions politiques et de milieux économiques affiliés (chaque faction possède ses « clients » économiques, les patrons qui tireraient bénéfice de son arrivée au pouvoir...) devait élire son dirigeant le 12 septembre, pour la première fois par un vote direct des militants. La très nette victoire enregistrée par la présidente sortante, Kornelja Ninova, n'a toutefois pas suffi à confirmer l'autorité de celle-ci au sein du parti. Enfin, au-delà des enjeux politiques et partisans, une troisième variable a contribué à l'accumulation des mécontentements, à savoir le choix du procureur général élu en novembre 2019 par le Conseil judiciaire supérieur bulgare (il était le seul candidat au poste). Le nouveau titulaire, Ivan Gechev, avait été précédemment impliqué dans la gestion judiciaire très critiquée de la faillite d'une banque, la Banque commerciale coopérative, dont le magnat D. Peevski était coactionnaire et dont les actifs auraient fait l'objet d'appropriations illégales par des acteurs politiques. A l'automne 2019, le chef de l'Etat avait apposé son veto à l'élection du nouveau procureur, lequel fut contourné par un second vote du Conseil judiciaire supérieur. Depuis lors, le procureur général est réputé jouer un rôle-pivot dans l'arbitrage, par justice interposée, des concurrences entre milieux économiques.

Les dysfonctionnements de l'appareil judiciaire bulgare résultent, pour partie, d'un effet non anticipé du processus de démocratisation. En 1991, l'une des principales préoccupations des auteurs de la nouvelle Constitution démocratique était d'empêcher le pouvoir exécutif d'exercer son emprise sur la justice – comme cela avait été le cas sous le communisme. La fonction de procureur général s'est ainsi retrouvée dotée de larges prérogatives et d'une très forte autonomie. Depuis plusieurs années déjà, mais avec une intensité accrue sous le mandat d'Ivan Gechev, le Parquet bulgare est soupçonné de procéder à l'ouverture sélective de poursuites judiciaires à l'encontre de chefs d'entreprises jugés hostiles au pouvoir. Cette pratique aurait tendu à faire du Parquet un acteur dans la (re)distribution des parts de marchés entre oligarques. Elle expliquerait certaines des informations compromettantes récemment diffusées sur le Premier ministre et sur son entourage.

Qui sont les manifestants ? Existe-t-il un front uni de l'opposition au gouvernement en place ?

Nadège Ragaru : En deux mois de mobilisation, le profil des contestataires a évolué. Quelques lignes force se dégagent toutefois : la première concerne la présence de jeunes manifestants, souvent des Bulgares vivant à l'étranger, rentrés chez eux pour les vacances. Une partie d'entre eux considère avoir été contraints à l'exil parce qu'il leur était impossible de se réaliser professionnellement et personnellement dans un Etat corrompu. A ce noyau dur sont venus s'ajouter des Sofiotes de tous âges, pour certains sympathisants de la petite coalition de droite, Bulgarie démocratique, fondée en avril 2018 sur un programme d'assainissement de la vie public. Un troisième groupe de protestataires est composé de sympathisants du Parti socialiste, actuellement dans l'opposition. Enfin, aux cortèges se sont joints des citoyens qui ne se reconnaissent que marginalement dans l'offre électorale actuellement disponible et souhaitent exprimer leur indignation, leur lassitude aussi, devant l'accaparement des ressources publiques et privées par d'étroits segments de la société, l'impunité dont jouissent certains proches du pouvoir et l'approfondissement des inégalités sociales. Les contestataires couvrent ainsi un très large éventail de sensibilités politiques et de profils sociaux.

Quelle est la réponse du gouvernement de Bojko Borisov aux manifestants ?

Nadège Ragaru : Les réponses du gouvernement Borisov se sont déployées sur plusieurs fronts – politique, économique, partisan, constitutionnel, électoral, etc. – se déplaçant avec une surprenante agilité à mesure que le mouvement social s'étoffait... sans pour autant parvenir à éviter l'érosion de son autorité sur les scènes locales et internationales.

La première réaction a été de solliciter, à la mi-juillet, la démission de trois ministres (Finances, Economie, Intérieur) jugés proches de D. Peevski. En parallèle, le gouvernement a cherché à reprendre l'initiative en soulignant son engagement dans la lutte contre la crise du coronavirus (contenue avec succès au moment de la première vague du printemps 2020) et en annonçant un vaste dispositif de soutien aux milieux économiques grâce au plan de relance économique formulé par l'Union européenne à l'issue du Conseil européen extraordinaire des 17-21 juillet 2020. Le Premier ministre a par ailleurs tenté de conforter sa légitimité auprès de ses sympathisants en organisant une conférence nationale de GERB à Sofia, le 5 août. Que la conférence ait coïncidé avec l'agression d'une journaliste bulgare en l'absence d'une intervention efficace de la société de sécurité privée encadrant l'événement a cependant fortement nui à l'exercice.

Tout en misant sur l'épuisement du mouvement anti-gouvernemental et les tensions entre manifestants et riverains affectés par le blocage de plusieurs artères centrales de la capitale Sofia, le Premier ministre a créé la surprise, une semaine plus tard, en annonçant un projet de révision constitutionnelle. Il indique également qu'il serait prêt à remettre sa

démission si le Parlement approuvait l'élection d'une Grande assemblée nationale (soit une assemblée de 400 membres et non de 240, une décision qui requiert une majorité des deux-tiers). Le 2 septembre, jour de la rentrée parlementaire, GERB et ses alliés obtenaient le nombre de signatures nécessaires à l'examen du projet de révision constitutionnelle, une manœuvre jugée dilatoire par les opposants au gouvernement. Présenté comme une réponse aux demandes des électeurs, le projet prévoit de réduire à 120 le nombre des députés, de retirer au chef de l'Etat quelques-unes de ses (modestes) prérogatives et prétend viser un renforcement de la transparence du pouvoir judiciaire. Plusieurs clauses sont particulièrement controversées, telles l'inclusion dans le préambule de la future Constitution d'une référence aux « valeurs et traditions nationales » (dans un pays multiethnique) ainsi que la mention selon laquelle le mariage doit unir un homme et une femme. Enfin, le gouvernement a lancé une réforme du code électoral et décidé l'introduction – sous la responsabilité de la Commission électorale centrale dont la présidente a consécutivement démissionné – de machines à voter.

Cette profusion d'initiatives n'a pas eu raison du mouvement social. Les heurts qui ont opposé, le 2 septembre, des manifestants aux forces de police ont donné un second souffle à la mobilisation. Quoique le nombre des victimes ait été plus élevé parmi les policiers que parmi les contestataires, le fait que trois journalistes au moins aient été blessés et/ou été brutalisés au cours de leur garde à vue en commissariat a conféré une visibilité internationale nouvelle aux protestations bulgares et a fragilisé plus avant la légitimité externe du gouvernement. Le prochain grand rassemblement est prévu le 22 septembre, fête de l'indépendance nationale bulgare.

Quelle issue escompter de ce face-à-face entre le pouvoir et les manifestants ?

Nadège Ragaru : Deux variables sont à prendre en considération : les dynamiques européennes, d'une part ; la possibilité (ou non) d'une conversion des mobilisations sociales en majorité gouvernementale conforme aux attentes des protestataires, d'autre part.

Depuis le début des mouvements anti-gouvernementaux, parvenir à investir les arènes européennes afin d'exercer une pression sur les autorités bulgares a constitué l'une des priorités des organisateurs des manifestations. Les institutions visées ont été les structures partisanes européennes (l'appartenance du GERB au Parti populaire européen, PPE, actuellement majoritaire au Parlement européen, n'a pas fourni un levier d'action très puissant), le Parlement européen (particulièrement le groupe de monitoring de la démocratie, de l'Etat de droit et des droits fondamentaux du Comité LIBE), le Conseil de l'Europe (le Commissaire aux droits de l'homme ; la Commission de Venise), ainsi que la Commission européenne (à travers le mécanisme de suivi post-adhésion dont la Bulgarie et la Roumanie relèvent depuis leur accession à l'UE en 2007).

Ces actions de sensibilisation ont commencé à produire des effets. Des questions écrites ont été adressées aux autorités bulgares par le groupe de monitoring de LIBE début septembre ; un débat sur l'Etat de droit en Bulgarie est prévu en assemblée plénière au Parlement européen début octobre. Reste à déterminer dans quelle mesure ces initiatives parviendront à influencer les choix du Premier ministre et de ses partenaires de coalition. Au sein des instances européennes, l'agenda est déjà extrêmement chargé : la polarisation des attentions sur la pandémie de Covid, sur la difficile mise en œuvre des accords du Brexit, sur les développements récents en Biélorussie et sur les évolutions politiques en Pologne et en Hongrie laisse peu de disponibilité pour une réflexion en profondeur sur les évolutions bulgares, aussi préoccupantes soient-elles. Le second dilemme est plus profond encore. D'ici quelques mois, des élections parlementaires auront lieu en Bulgarie, qu'elles soient ou non anticipées. Peut-on espérer que les demandes d'assainissement de la vie publique formulées par les manifestants rencontreront une offre électorale ? Le mode de scrutin bulgare (209 sièges élus à la proportionnelle, 31 au scrutin majoritaire) contraint les principaux acteurs politiques à faire preuve de souplesse dans la constitution des coalitions

post-électorales. Quitte à trahir les attentes de leurs électeurs. A ce jour, GERB et le Parti socialiste demeurent les deux principaux protagonistes du jeu politique. La coalition Bulgarie démocratique, très visible durant les manifestations de l'été 2020, est créditée de 10% des intentions de vote au plus, principalement des électeurs vivant en milieu urbain et éduqués. L'automne devrait être riche en créations partisanes, qu'elles proviennent d'anciens responsables de GERB (l'ex-numéro 2, Tsvetan Tsvetanov et ses Républicains pour la Bulgarie), du Parti socialiste (l'ancienne *ombudsman* Maja Manolova, qui avait antérieurement soutenu D. Peevski et qui a pris une part active aux protestations de l'été 2020 contre D. Peevski) ou encore de figures médiatiques telles que le chanteur, animateur et producteur télévisuel, Slavi Trifonov (fondateur du parti appelé Un tel peuple existe). Depuis le milieu des années 2000, les tentatives de renouvellement de l'offre partisane ont essentiellement pris la forme d'organisations populistes centrées sur une figure charismatique, et plus ou moins éphémères. Le principal résultat de ce mode de « renouvellement » de l'échiquier politique a été une lente dérive du spectre partisan vers des conceptions conservatrices, populistes et xénophobes du mode de gouvernement. Cette configuration rend faiblement probable le renouvellement en profondeur des élites et des pratiques décisionnelles espéré par les manifestants.